

N°ARR24_0284

SAGT//



ARRETE DU MAIRE

ARR24_0284 - Arrêté donnant délégation de signature à Madame Jacqueline HUCHIN pour la déconsignation de la somme de 2 598 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

Le Maire de la Commune de Montigny-lès-Cormeilles,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2122-18 qui confère au Maire le pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci, à des membres du Conseil Municipal,

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu les élections du Maire et des Adjoints en date du 3 juillet 2020 et du 14 décembre 2023,

Vu l'arrêté du Maire n° 2023.0369 du 15 décembre 2023 portant sur les délégations de fonctions et de signatures aux Adjoints et Conseillers Municipaux,

Vu la demande du Cabinet Scetbon concernant la déconsignation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations de la somme de 2 598 € suite à une indemnité d'expropriation de Monsieur GONCALVES Max,

ARRÊTE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Madame Jacqueline HUCHIN, 1ère Adjointe au Maire, déléguée aux finances, au personnel, à l'administration générale, aux affaires générales et à l'état civil, afin de signer tout document nécessaire concernant la présente déconsignation, à son suivi administratif et financier et tout autre document sollicité par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Article 2 : Madame Jacqueline HUCHIN et Madame Sophie RUSSO, Directrice Générale des Services de la Commune de Montigny-lès-Cormeilles sont chargés, chacune en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : le présent arrêté sera mis en ligne sur le site internet de la ville. Une ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet d'Argenteuil, à Madame la Trésorière Principale et aux intéressés.

Fait à Montigny-lès-Cormeilles,
le 13 novembre 2024

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut être saisi par voie de recours formé à l'encontre du présent arrêté pendant un délai de deux mois à partir de la date la plus tardive parmi :

- la date de réception en sous-préfecture d'Argenteuil
- la date de sa publication sur le site internet de la Commune
- ou à compter de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé auprès de Monsieur le maire, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux de deux mois qui commencera à courir à nouveau soit à compter de la notification de la réponse de Monsieur le maire, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse dans ce délai.

Mis en ligne sur le site de la ville le :

15/11/2024

Jean-Noël CARPENTIER,
Maire

